

LEGATION OF SWITZERLAND
IN CANADAR.P. No. 26.
L.2.OTTAWA, le 11 juin 1953.
PAR AVION

Monsieur le Conseiller Fédéral,

CONFIDENTIEL
VERTRAULICH

La presse et la radio ont diffusé des informations assez détaillées sur l'attitude du Gouvernement suisse concernant la participation de notre pays à la Commission des Cinq (Suède, Inde, Tchécoslovaquie, Pologne et Suisse) pour l'échange des prisonniers de guerre en Corée et manifestent un certain désappointement au sujet de l'attitude adoptée par le Gouvernement suisse. Ainsi, la presse canadienne annonce en grandes manchettes cette attitude, disant que la Suisse refuse de participer à l'échange des prisonniers en Corée, à moins que Syngman Rhee ne se déclare entièrement d'accord, ce qui a pour effet de retarder la conclusion d'une trêve. Etant donné que Rhee a saisi l'occasion de faire de l'obstruction et menace de continuer les hostilités en Corée, même si un armistice devait être signé, les observations faites par la Suisse, insistant sur l'accord du Gouvernement de la Corée du Sud, équivalent à un refus de la Suisse de participer à l'échange proposé.

Aux Affaires Extérieures canadiennes, on considère Syngman Rhee comme peu raisonnable, car il y a bien longtemps que les démocraties, et particulièrement le Canada, désirent arriver à une trêve et conclure un traité de paix en Corée. Les menaces de dernière heure de continuer la guerre sont même considérées comme un pur chantage, car il est évident qu'il n'aurait jamais réussi à maintenir sa position et à garantir la souveraineté et l'intégrité de son territoire sans l'appui efficace des Nations

Monsieur le Conseiller Fédéral Max PETITPIERRE,
Chef du Département Politique Fédéral,

B e r n e .



LEGATION OF SWITZERLAND
IN CANADA

- 2 -

Unies et particulièrement des Etats-Unis. Il est vrai que la Corée du Sud a mis à la disposition des Nations Unies des contingents de soldats assez considérables. Par contre, tout l'équipement, les armes, la munition etc., ont été fournis par les Etats-Unis, et sans cette aide, la Corée du Sud aurait été totalement incapable de se défendre. Du reste, les Nations Unies ne se sont pas battues en Corée pour sauver la peau de M. Rhee, mais uniquement pour arrêter l'agression communiste. La Corée était en conséquence le théâtre de la guerre plutôt par hasard. On espère à Ottawa que les Etats-Unis réussiront à refouler les demandes peu raisonnables de Rhee. Celui-ci n'est du reste pas considéré comme un homme digne d'appui et il aurait depuis longtemps dû être limogé. Si cette mesure n'a pas été prise auparavant, c'est uniquement parce que la Corée du Sud ne possède pas de personnalité acceptable qui pourrait être mise à la tête du Gouvernement.

Ayant discuté la question avec un haut fonctionnaire du Ministère des Affaires Extérieures, ainsi qu'avec le Chef de l'Etat-Major des forces armées canadiennes, j'ai appris qu'on attache beaucoup de prix à la participation de la Suisse à la Commission mentionnée et on espère qu'il sera non seulement possible de mettre M. Rhee à sa place, mais de voir la Suisse accepter sa tâche sans mettre en danger la trêve qui, sans ces obstacles, paraît imminente.

Une fois que la trêve aura été signée en Corée, la Conférence de paix devra avoir lieu, mais il paraît bien évident qu'elle mettra probablement des années pour atteindre son but. Il paraît probable que la Chine communiste insistera pour être admise aux Nations Unies, demande que les Canadiens considèrent comme raisonnable et acceptable. Il paraît probable aussi que la grande majorité des membres des Nations Unies se rallieront à cette attitude, à l'exception des Etats-Unis, mais il faut admettre que ce

LEGATION OF SWITZERLAND
IN CANADA

- 3 -

dernier pays, en dépit de l'attitude du Sénat, ne pourra guère continuer à refuser l'admission de la Chine aux Nations Unies si le reste du monde l'approuve.

Comme vous le savez, le Canada n'a pas encore reconnu le Gouvernement communiste chinois ; mais on peut admettre qu'à la première occasion qui se présentera, il n'hésitera sans doute pas à le faire. Le fait de reconnaître la Chine communiste n'implique aucunement une approbation de sa politique et il paraît quelque peu paradoxal que le Canada continue à reconnaître le Gouvernement chinois nationaliste, pour lequel il n'a que du mépris, et ne reconnaisse pas le Gouvernement, représentant et contrôlant le vaste territoire de la Chine avec une population de quelque 400 millions. Il reconnaît également les autres gouvernements communistes et maintient des relations avec la plupart de ceux-ci, sans approuver leur régime politique.

Quant à Formose, le Chef de l'Etat-Major des forces armées canadiennes me dit que ce pays n'a aucunement la valeur stratégique que le Général Mc Arthur avait fait valoir et il serait opportun de reconnaître ce fait et de l'abandonner.

En ce qui concerne l'Indochine, Ottawa partage l'opinion des Etats-Unis, c'est-à-dire que tant que la France se montrera aussi obstinée dans sa politique envers les pays sous sa tutelle, il est impossible de lui fournir un appui plus efficace, bien qu'il soit compréhensible que la France désire conserver son empire colonial. Mais les temps ont changé très rapidement et l'ère des colonies est dépassé. Il est cependant à craindre qu'au lieu de conserver dans ses colonies une certaine bonne volonté et des relations économiques et politiques plus ou moins amicales, la France perdra tôt ou tard non seulement l'Indochine, mais également

LEGATION OF SWITZERLAND
IN CANADA

- 4 -

l'Afrique du Nord. Il est également à craindre que lorsque cette situation se produira, les communistes saisiront l'occasion d'y entrer au pouvoir, particulièrement en Indochine. Or, toutes les observations faites à ce sujet à la France tombent dans une sourde oreille, ce qui est déplorable.

En ce qui concerne la situation à Washington, on éprouve une réelle sympathie pour les difficultés du Président Eisenhower, qui doit lutter au Congrès et au Sénat américains contre des éléments qui sont opposés à sa politique et qui le forcent à faire des concessions qui lui sont certainement antipathiques. A la base de ces difficultés se trouve la structure déplorable du Gouvernement des Etats-Unis, qui était certainement excellente à la fin du 18e siècle, mais qui ne répond plus aux nécessités d'aujourd'hui et dont je vous ai déjà parlé dans mon rapport No 22 du 12 mai 1953. Néanmoins, on espère que l'opinion publique au sein du Commonwealth et dans les autres pays alliés renforcera suffisamment l'attitude du Président Eisenhower pour lui permettre de tenir en échec le Congrès et le Sénat et qu'il y aura un virement dans l'opinion publique aux Etats-Unis, qui amènera le Parlement américain à abandonner son opposition actuelle.

M. Louis St.-Laurent, Premier-Ministre du Canada, est rentré à Ottawa hier, après avoir assisté au Couronnement à Londres et à la Conférence des Premiers-Ministres du Commonwealth. Les déclarations qu'il a faites à l'occasion de son retour étaient cependant, comme d'habitude, exprimées en termes si généraux qu'elles ne divulguent aucun renseignement valant la peine d'être transmis. Par contre, j'apprends de source autorisée que les Premiers-Ministres du Commonwealth ont décidé à Londres d'appuyer unanimement Sir Winston Churchill dans ses propositions, non

LEGATION OF SWITZERLAND
IN CANADA

- 5 -

seulement de tenir la Conférence préliminaire des Bermudes, mais aussi d'arriver à une réunion des chefs d'état qui comprendrait la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la France et l'URSS. On tâchera de convaincre le Président Eisenhower aux Bermudes de la nécessité d'organiser une réunion de ce genre et sur ce plan, bien que celui-ci se soit prononcé contre ce projet.

Les Premiers-Ministres se sont également déclarés d'accord d'appuyer, le moment venu, l'admission de la Chine communiste aux Nations Unies, mais, considérant les susceptibilités des Etats-Unis, de garder cette question en veilleuse pour le moment.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral,
l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de Suisse :

